



Séminaire de « Prospective Active »
Transition énergétique et vulnérabilités territoriales

Les politiques publiques face aux vulnérabilités socio-énergétiques

Quels défis et enjeux collectifs pour prévenir et gérer les risques de « précarités énergétiques » habitat-transports ?

Jeudi 27 novembre 2014

Introduction Damien Caudron (Directeur de l'Agence d'Urbanisme de Lyon)

Mot de bienvenue

L'Agence d'urbanisme, qui organise régulièrement de nombreuses rencontres professionnelles sur des thèmes variés comme par exemple la politique de la ville ou l'aménagement des Rives de Saône, s'est associée aujourd'hui avec le Pôle Scientifique et Technique (PST) et RhônAlpÉnergie-Environnement pour ouvrir l'échange avec de nombreux acteurs du territoire et traiter de la question de la vulnérabilité socio-énergétique des ménages.

On doit faire face aujourd'hui à des changements de grande ampleur : socio, éco et environnementaux. On a devant nous le défi de changer de modèle économique et énergétique. Ceci re-questionne les politiques publiques sur comment agir pour réduire ces vulnérabilités, comment accompagner ces changements ?

Le mode de faire n'est pas simple mais les collectivités, malgré les difficultés actuelles liées à la crise économique et sociale et ses répercussions sur les moyens de la puissance publique, s'interrogent et s'emparent du sujet.

Il s'agit de réfléchir dans ce contexte sur comment les collectivités peuvent intervenir avec moins de moyens et comment dynamiser l'interaction public / privé.

Il y a intérêt de confronter toutes les réflexions possibles sur ces questions-là.

Introduction par Jean-Pierre Nicolas (PST), Pierrick Yalamas (RAEE), Silvia Rosales (Agence d'urbanisme de Lyon)

On assiste à une précarisation des ménages face à la croissance des prix de l'énergie qui pose un questionnement transversal et dépasse les découpages sectoriels habituels (habitat, transport...). La vulnérabilité énergétique est un phénomène multiforme qui nécessite un questionnement sur les compétences et les connaissances : connaissances pour définir une politique publique ou bien fonder une politique transversale et formuler les données qui lui sont nécessaires.

La vulnérabilité énergétique a des impacts multiples : fragilisation des communes, projets de dynamisation des villages remis en cause, ville plus facile que campagne, classe moyenne également touchée. Ainsi, la politique sociale telle qu'elle est conçue et mise en œuvre aujourd'hui ne peut pas couvrir la totalité de la question de la précarité énergétique.

L'objectif, à travers ce séminaire, est de réfléchir sur les freins impliqués par cette transversalité et à la mise en dialogue entre les différents acteurs concernés.

Ainsi, à côté de questions de connaissance pour comprendre le phénomène de précarisation des ménages, il y a aussi des questions sur la capacité collective des différents acteurs à faire émerger des politiques transversales.

Trois acteurs aux préoccupations et aux thématiques complémentaires se sont regroupés pour organiser ce séminaire :

- Le Pôle Scientifique et Techniques 'Mobilités' du ministère de l'écologie et du développement durable qui travaille sur la thématique transport
- RAEE qui intervient sur l'énergie dans les bâtiments, mais aussi dans les transports
- L'Agence d'urbanisme qui s'occupe du territoire local

Comment produire des connaissances territoriales, comment proposer des politiques et leviers expérimentaux collaboratifs ? La démarche pour organiser les débats entre les différents acteurs présents dans la salle repose sur une approche de prospective active développée par l'Agence : le séminaire d'aujourd'hui va servir à faire ressortir les problématiques liées à l'aspect transversal de la vulnérabilité énergétique et à préparer une série d'ateliers consacrés à la mise en place d'outils et d'actions opérationnelles. Par ailleurs, pour rendre concrètes les questions qui auront émergé aujourd'hui et dans les ateliers qui suivront, il est apparu intéressant de travailler avec trois territoires :

- Le SCOT du Grand Rovaltain (grand territoire, 1^{er} SCOT à considérer finement la précarité énergétique)
- La Communauté de Communes de Trièves (territoire rural au sud de Grenoble avec Agenda 21 et inscrite dans une démarche de Territoire à Energie Positive)
- La Ville de St Fons (commune urbaine dense avec 60% de la population en politique de la ville).

Des entretiens ont été réalisés sur ces trois territoires avec pour objectif, au-delà du diagnostic, de dégager des pistes d'actions opérationnelles et concrètes en lien avec le terrain.

Le but est d'avancer d'un point de vue conceptuel mais aussi concret. Les données sur la précarité énergétique commencent à exister mais il faut les tester et les croiser par ailleurs avec chaque territoire et acteur.

Lors des interviews réalisées, deux situations très opposées ont été constatées :

- une sur-connaissance sur un domaine particulier
- et une sous-connaissance de la thématique en général.

Entre les deux, on ne dispose souvent que d'une vision partielle de l'impact de la vulnérabilité énergétique. Quand on met ensemble transport et énergie, cela se complique encore.

Des documents de travail, qui seront complétés par la séance d'aujourd'hui et les ateliers qui suivront, ont été ouverts sur la base de ces entretiens et le recensement d'informations pour ces territoires.

Il s'agit avant tout, dans ce séminaire, d'échanger sans présentation « magistrale », sur la base du rendu des entretiens préparatoires avec les trois territoires

Echange 1 : quelles connaissances faut-il diffuser et coproduire,... et pour quoi faire ?

Présentation Silvia Rosales

Quelles connaissances diffuser, pourquoi ?

- Pour sensibiliser les acteurs dans l'idée de construire une vision transversale et augmenter les compétences des décideurs et des citoyens.
- Pour mieux comprendre les effets sur les territoires et les modes de vie.
- Pour mieux comprendre les solutions qui marchent et qui durent
- Pour mieux connaître les solutions, les dispositifs innovants et durables, il faut tout à la fois montrer les effets cumulatifs de la vulnérabilité, et montrer ce qui marche. Y-a-t-il une adaptation des territoires aujourd'hui ? Existence-ils des territoires résilients et des territoires adaptables ?

Qu'est-ce qui est le plus urgent à comprendre pour cibler l'action ?

- La territorialité : où se trouvent les territoires fragiles (avec, notamment, une fiscalité en chute), où sont les territoires équitables habitat-transport ?
- Les tensions au sein de l'économie et des finances : la transition énergétique est annoncée, mais il faut comprendre le contexte économique et budgétaire contraint pour tout le monde.
- Les facteurs de risques, les impacts : besoins essentiels dans les seuils auxquels il faut répondre, quels sont les moteurs, quels sont les éléments objectifs de lutte, rôle de l'urbanisme
- La différenciation des populations vulnérables, précaires et leurs modes de vie
- Clarifier les seuils permettant de rendre opératoires les constats
- Benchmarking sur les innovations durables

Yves Jouffe (ONPE)

Les observatoires nationaux produisent des connaissances qui doivent être réutilisées par les acteurs. Mais il est souvent difficile d'appréhender la complexité de la mobilité, et cela semble être la même chose au niveau de l'habitat. Il faut défendre une approche alternative qui parte de la diversité des politiques publiques pour aboutir à la constitution de connaissances avec des indicateurs à construire.

=> Nécessité de recherche du bon seuil et pour cela, nécessité de rencontres entre acteurs.

Silvia Rosales (Agence d'urbanisme de Lyon)

Est-ce qu'il y a un volet opératoire ? Comment rentrer dans la clarification des seuils ? Faut-il partir du vécu ?

Emmanuel Boulanger (Agence d'urbanisme de Grenoble)

Il est compliqué d'avoir connaissance des phénomènes réels. Une cartographie de zones à risques a été réalisée mais elle n'est pas à l'échelle du ménage. Des entretiens mériteraient d'être menés pour décrire les situations telles qu'elles sont vécues.

De même, il serait important d'avoir une connaissance de la véritable consommation énergétique des ménages. Pour l'instant, on reste sur des hypothèses.

Nous restons encore flous sur les concepts à utiliser entre, par exemple, l'estimation de la dépense énergétique, le taux d'effort et le reste à vivre. Ainsi, le taux d'effort énergétique de l'INSEE est à superposer avec la cartographie pour voir le « reste à vivre » des ménages qu'on ne connaît pas. Donc il reste là aussi encore des lacunes.

Enfin, il y a des interrogations autour du *peak oil* et de l'évolution du coût de l'énergie, qui a fortement baissé cette année 2014, et ce pour des raisons structurelles : quand serons-nous vraiment dans le mur ?

Il manque des informations fiables de la part de la communauté internationale pour dire des choses fortes sur le coût des énergies fossiles, sur le niveau d'alerte qui n'est pas, aujourd'hui, clairement défini.

Silvia Rosales (Agence d'urbanisme de Lyon)

La territorialité est-elle aboutie ?

Le manque de connaissance empêche-t-il l'action ?

Emmanuel Boulanger (Agence d'urbanisme de Grenoble)

Il n'y a pas eu de retour sur le travail fait par l'Agence de la part des élus.

Lydie Gharib (Ville de St Fons)

La moitié du territoire de St Fons est occupé par l'industrie et la population est fortement précarisée.

43% des ménages disposent de faibles revenus

73% des logements ont été construits avant 1975

53% des logements sont locatifs publics (OPAC 69 principal bailleur)

Il y a beaucoup d'infrastructures de transport donc la commune semble a priori facilement accessible mais il est difficile de quantifier la précarité énergétique en termes de mobilité. Elle devrait être moindre qu'ailleurs mais il n'y a pas de données disponibles ; et peu de données en matière d'habitat.

Un diagnostic territorial a été tenté avec la volonté de mieux appréhender la précarité car la ville de St Fons se préoccupe de ses répercussions en termes de santé publique (ex. nombre de douches prises par semaine, chauffage ou non de leur logement par les ménages). Malgré cela le diagnostic reste difficile à préciser ; le reste à vivre des ménages n'est pas connu...

Rafael Alariste (Transdev)

Nous avons conscience, en tant que transporteur, d'être au bout de la chaîne, d'intervenir à la demande des collectivités. Nous nous situons à la phase aval car le cahier des charges a déjà été conçu et notre rôle est de le rendre concret.

Cependant, des réflexions sont quand même menées avec les outils internes pour réaliser des diagnostics territoriaux.

Le taux d'effort énergétique a été diagnostiqué au sein des territoires. Mais il existe un problème d'échelle : on reste au niveau macro (niveau communal).

Il y a aussi un problème de méconnaissance du vécu des personnes et de la prise de risques par les ménages. Les arbitrages sont non rationnels.

Sur certains territoires, les gens sont dépendants de leur voiture pour leurs déplacements obligés (travail, achats, démarches). Ils la gardent à tout prix en sacrifiant les budgets loisirs ou autre, ceci parfois au détriment de l'abonnement et des tickets TC lorsqu'ils sont en situation de difficulté économique.

Sur certains territoires, les lignes de transport en commun ne sont pas rentables, il faut donc imaginer d'autres solutions.

Silvia Rosales (Agence d'urbanisme de Lyon)

Il faut faire attention à ne pas stigmatiser les territoires par leur précarité énergétique

David Caubel (CEREMA)

Quid des transports en commun comme alternative au véhicule personnel pour les populations précaires ? Leur mise en œuvre n'est pas évidente dans les territoires vulnérables, peu denses. Ainsi, compte tenu de l'offre existante et des possibilités de son développement, pour 100 personnes en situation de vulnérabilité, les transports en commun ne représentent vraiment une solution que pour 2 d'entre elles.

Il faudrait plutôt travailler sur les services les plus appropriés et les plus proches des ménages pour les accompagner dans ces situations de précarité en termes de mobilité. Solutions organisationnelles, technologiques... On n'est pas uniquement sur aspects technologiques mais aussi sur du management de la mobilité.

Les transports en commun peuvent être une réponse à la précarité s'ils sont associés à des bouquets de services, qui restent encore à imaginer.

Jean-Pierre Nicolas (PST)

Les trajets domicile-travail semblent contraints et posent problème mais cela n'est pas tellement ressorti dans le compte rendu des entretiens que vient de faire Silvia. N'y a-t-il pas là une porte d'entrée pour introduire le point de vue des entreprises ?

Patricia Lejoux (LET)

Dans le projet ANR « TransEnergy », l'idée était de s'intéresser à l'augmentation du coût de la mobilité à travers le regard des entreprises. Nous avons pu constater une vraie préoccupation des entreprises pour la précarité énergétique de leurs salariés, notamment pour celles situées dans les territoires péri-urbains. Des entreprises ont fait le diagnostic clair d'un coût de la mobilité en augmentation forte qui leur pose un problème important de turn-over et de recrutement car les travailleurs sont souvent éloignés. Certains salariés renoncent à leur emploi et optent pour le chômage car le coût de leur mobilité domicile-travail est trop élevé. Les zones d'activités économiques sont rarement desservies par les transports en commun.

Dans certains cas, le coût annuel du trajet domicile-travail représente 1 mois de salaire.

Serge Derderian (FNAIM)

Nous avons une position d'intermédiaire avec des personnes que nous devons écouter pour leur faire faire ce qu'il convient qu'ils fassent, pour leur intérêt.

A côté de la transition énergétique, il existe un problème de relation au temps, pour permettre de développer une meilleure sociabilité et plus de civilité dans les transports.

Il faut rééduquer les gens pour permettre la transition énergétique par l'éducation et la culture.

Il existe une corrélation entre transition énergétique et transition législative.

Emmanuel Boulanger (Agence d'urbanisme de Grenoble)

L'approche territoriale montre que les territoires vulnérables sont rarement au cœur des agglomérations mais plutôt des territoires ruraux, péri-urbains, éloignés où les gens sont modestes et vivent dans des habitats anciens énergivores. De plus, ils sont éloignés et sont donc sujets à la vulnérabilité au niveau des transports.

Enfin, ce sont des territoires où les politiques publiques sont balbutiantes, difficiles à organiser. Et cela va encore poser des problèmes avec la disparition des départements notamment.

Silvia Rosales (Agence d'urbanisme de Lyon)

Les bailleurs disent souvent qu'il existe des injonctions contradictoires.

S'agit-il de manque de connaissance ou de manque de volonté ?

Comment naît cette interrogation de la précarité énergétique ?

OPAC du Rhône

On est attentif depuis longtemps à cette question de vulnérabilité énergétique car nous devons être vigilants auprès de nos clients sur ces questions.

Mais il faut pouvoir assumer cette question.

Les situations d'éloignement créent des rotations et des taux de vacances qui ont des impacts économiques pour les bailleurs.

L'échelle macro est intéressante pour la question du développement et de la pérennisation d'un parc sur une zone territoriale.

L'échelle micro montre qu'il existe des parcs avec des populations vulnérables dans des zones qui ne le sont, a priori, pas.

Il s'agit donc d'un problème économique. Les révélateurs sont les impayés, la vacance, la rotation... Le bailleur doit résorber les pertes financières pour pouvoir avoir les finances nécessaires au développement et répondre à sa mission sociale de développement.

Par ailleurs, quand on superpose les cartes territoriales, on a deux échelles de temps :

- le temps de l'urbanisme, de la réflexion territoriale sur les flux de transports...
- l'échelle du court terme qui est la temporalité des locataires (comment je fais pour payer mes factures ? comment je lutte contre les pathologies qui découlent de mauvaises conditions d'habitat... ?).

Christian Harzo (OSC)

Sur la notion de territoire vulnérable, il faudrait parler de territoire « potentiellement » vulnérable.

Une enquête a été réalisée à partir de cartographies des territoires potentiellement vulnérables : au final, on a autant de chance de trouver des doubles-précaires que sur un autre territoire pris au hasard. Car, au final, ce qui décide, c'est le comportement des personnes, le bricolage des ménages, la manière dont ils vont procéder à des arbitrages, des priorités, voire des comportements d'évitement.

Certaines personnes sont trop précaires pour être précaires en termes de mobilité car elles renoncent à la mobilité. Ces personnes renoncent de fait à avoir un emploi.

Les approches statistiques sont donc importantes en matière de repérage mais c'est aussi à travers des approches qualitatives qu'on arrive à comprendre ce qui différencie deux ménages statistiquement identiques mais qui s'en « sortiront » différemment (culture, passé...).

Sur la communication en matière de perspective sur les énergies fossiles, un système d'enquête par simulation a été mis en place dans lequel on demande aux gens de se projeter dans des situations fictives. Ex. comment ferez-vous si le prix de l'essence double d'ici quelques années ? Aujourd'hui les gens se prêtent ce jeu. Ils ne réagissent pas en disant « vous dites n'importe quoi » comme en 2008.

Une clarification de l'information sur ces perspectives est donc un volet important.

Candice Morel (PACTARIM)

On a des typologies de questionnaires et d'analyse qui permettent aujourd'hui de très bien évaluer la précarité des ménages. Ce sont des ménages doublement captifs de leur logement et de leur territoire, y compris chez des propriétaires.

Par contre, on ne sait pas repérer les ménages et évaluer les stratégies qu'ils mettent en place pour répondre aux besoins essentiels et aux besoins comme le déplacement. On ne sait pas non plus jusqu'à quel point ces stratégies vont fonctionner.

Isabelle Marion (Secours catholique)

Des fiches ont été remises à des personnes afin d'identifier les ménages précaires et permettre une action « éducative » sur le terrain. On tente alors de changer les habitudes des gens avec des bénévoles qui vont sur le terrain pour les aider.

Sur les aspects culturels, y-a-t-il des sociologues ou des anthropologues pour réfléchir là-dessus ? Faut-il réfléchir au déplacement des habitats et non des personnes ?

Muriel Fusy (ALE)

Nous travaillons sur l'habitat privé. Nous avons une approche auprès des conseillères sociales des bailleurs HLM.

Au-delà des statistiques, l'approche de terrain est effectivement essentielle. Il faut aller diagnostiquer chez les gens pour les aider.

Il est très important de former les travailleurs sociaux pour connaître les clés de l'énergie dans le logement : qu'est-ce qu'une grosse facture ? Ce n'est pas la facture d'énergie qui est grosse mais les portefeuilles qui sont petits.

Il est absolument nécessaire d'agir là où la volonté politique se situe, pour accompagner les petites communes volontaires par exemple.

Fabienne Goudard (SMT AML)

Aujourd'hui, la solution « tout transport en commun » ou « tout voiture » est utopique. Il faut plutôt réfléchir à une offre de service diversifiée et à un accompagnement des solutions de mobilité pour proposer un bouquet de services de mobilité (ex. co-voiturage).

La puissance publique développe le co-voiturage avec des plateformes régionales et doit réfléchir à plus d'innovation de ce type en termes de mobilité.

Rafael Alariste (Transdev)

Nous sommes à la fin d'un cycle et face à un défi d'innovation en termes de transport, surtout face au manque de finances publiques (90% des transports publics sont financés par le Conseil Général / 10% par les recettes).

Aujourd'hui, les transports collectifs sont financés par le « versement transport ». Comme celui-ci stagne, leur développement est au ralenti.

On est amené à réfléchir à de nouvelles façons de mutualiser.

Echange 2 : Quels défis à relever pour un travail collaboratif produisant des politiques et des leviers soutenables ?

Présentation Silvia Rosales

Les défis à relever :

- Clarifier les faits, les incertitudes, les mutations, les critères pour cibler les réponses :

Rendre accessible les connaissances et les savoir-faire, clarifier les certitudes.

Retour de la croissance économique ? Quelle réversibilité des actions ?

Critères pour cibler les actions, les bénéficiaires.

Evolution des coûts, tensions financières.

- Territorialiser sans stigmatiser :

Valoriser le territoire.

Montrer que la vulnérabilité concerne tous les territoires.

Mutations fortes qui méritent d'être prises en considération donc positiver le fait que les citoyens deviennent sobres.

- Permettre d'inventer, d'innover dans les politiques publiques et des dispositifs de manière focalisée :

Aborder les pistes d'action sur les territoires fragiles, qui ont hérité d'une faible qualité thermique.

Les politiques sont souvent faites pour les gens des villes.

Imaginer le volet social des politiques publiques.

Privilégier des politiques coordonnées avec dispositifs lisibles.

- Mais inventer dans les manières de faire :

Monter un cluster technique.

Gouvernance plurielle.

Imaginer une boîte à outils.
 Construire un consensus sur les méthodes.
 Design sur mesure.
 Intégrer les apports dans PDU, PLU, SCOT .

- Contribuer à l'animation de débats nouveaux :
 Lien entre développement local, social et sobriété énergétique.
 Politique partagée portée politiquement.
 Quel nouvel arsenal législatif ?

- Accompagner la mise en œuvre, décloisonnée et à fort accompagnement humain
- Proposer des éléments « d'évaluation partagée »

Florin Malafosse (Communauté de Communes du Trièves)

Le Trièves est une communauté de communes de 10 000 habitants dont 1700 vont travailler à Grenoble tous les jours. Pour ceux-ci, la moyenne est de 58 kms par trajet.

Il existe donc une grande précarité en termes de mobilité, avec deux grands types de ménages à distinguer.

- Les nouveaux arrivants, qui viennent sur ce territoire par choix de vie et qui n'ont pas toujours pris en considération les coûts liés à leurs choix résidentiel (déplacements + logement). Ces ménages ont souvent la possibilité de changer et de revenir sur leur choix. L'enjeu, ici, est un enjeu économique et démographique pour le territoire.
- Les ménages qui sont en situation de précarité économique, aggravée par les problèmes énergétiques spécifiques à la situation du Trièves, et qui tombent dans une trappe de pauvreté de laquelle ils ne peuvent plus sortir.

Le défi est de savoir comment diffuser les connaissances et les transcrire. Comment faire prendre conscience aux gens de leur budget transport ? Comment leur faire changer leurs habitudes ? Il y a là un vrai défi de sensibilisation.

Maud Marsauche (EPURES)

L'Agence d'urbanisme de St Etienne a travaillé à la création d'une application pour évaluer le coût économique du choix d'habitation (y compris le trajet) afin d'aider les gens à connaître tous les impacts de coûts (transport, impôts, conso énergie du logement...).

L'objectif est de faire poser les questions aux gens puis de dresser un bilan économique et environnemental.

Florin Malafosse (Communauté de Communes du Triève)

A propos des leviers politiques dans le contexte rural, il y a de vraies incertitudes sur les collectivités rurales suite à la réforme territoriale et à la réduction des moyens.

Lorsque des financements sont possibles, il n'y a pas de problème pour innover mais le problème se pose pour massifier une fois les financements décidés. Ça s'arrête souvent là.

Christelle Deschamps (CG 38)

Des travailleurs sociaux ont été formés à la précarité énergétique dans le cadre de l'Agenda 21.

Mais il y a vite eu une situation de blocage entre les bailleurs, qui n'ont pas les réponses, et les habitants, qui se sont mobilisés grâce aux travailleurs sociaux qui ont fait leur travail de terrain.

Il est donc nécessaire d'impliquer très tôt les élus, les sensibiliser.

Silvia Rosales (Agence d'urbanisme de Lyon)

Il faut sensibiliser les élus certes, mais quand ? Et les techniciens ?

Est-il possible de faire une sensibilisation mixte ? Qui doit la lancer ?

Serge Derderian (FNAIM)

Ne devrions-nous pas avoir des élus déjà sensibilisés ? Les électeurs sont potentiellement responsables d'avoir élu des personnes qui ne sont pas sensibles à ces enjeux.

La question de la distribution n'a pas été abordée pour l'instant.

Khadija Zerdali (élue Ville de St Fons)

Les élus sont sensibilisés, grâce à la campagne électorale de terrain notamment. Puis notre sensibilisation se poursuit grâce aux techniciens des mairies, mais des choses peuvent nous échapper.

Caroline Barlerin (HESPUL)

L'HESPUL a un Espace d'Information Energie. La sensibilisation à ces questions est donc le cœur de notre métier.

La sensibilisation et l'information sont extrêmement compliquées. Pour que les messages sur les économies d'énergie et sur les changements de comportements passent, il faut les raccrocher au vécu, à la situation à l'instant t de la personne...

Une des missions d'HESPUL a été de sensibiliser les nouveaux élus du Conseil Général il y a 4 ans. Ça n'a pas marché, les élus étaient indifférents. Ils avaient besoin qu'on leur parle de leur territoire, de leurs citoyens, qu'on raccroche les problématiques à leur quotidien avant de se projeter sur des problématiques plus larges.

Ex. dans le pays Beaujolais, il a fallu passer par une réflexion sur la mise en place de circuits courts dans le cadre de l'alimentation avant d'aller vers des problématiques plus générales.

Benoit Gouin (CG 38)

Pourquoi parle-t-on d'actions et de leviers et non de politiques ?

Il s'agit d'un problème complexe demandant une vision globale et impliquant de très nombreux acteurs, alors que les secteurs sont très cloisonnés entre eux, et même en interne. Par exemple, au sein du secteur de l'habitat, il a déjà fallu décroisonner entre les techniciens du Conseil Général de l'Isère.

Comment partager la problématique de la précarité énergétique avec les différents acteurs ? A quelles échelles ?

La politique est en construction et doit dépasser les politiques thématiques, et c'est long et complexe ! Ex. prise en compte de cette question dans le PALD (plan d'aide logement personnes défavorisées en Isère) rassemblant tous les acteurs de l'habitat pour l'accès et le maintien au logement. Dans la question du maintien au logement, il y a la question de la précarité énergétique, mais il faut bien distinguer entre les vulnérabilités choisies et assumées et celles qui sont subies.

Pascal Stephano (AERE)

Certaines personnes ne souhaitent pas être sensibilisées. Elles savent ce que ça coûtent mais préfèrent réduire certains budget par choix de vie (avoir un pavillon résidentiel, un véhicule particulier...).

Les élus n'ont donc pas forcément envie de remettre en cause ce système.

Le cadre législatif sera peut-être le moyen le plus efficace pour changer les habitudes.

Julien Coston (Ville de St Fons)

Les élus doivent gérer des infrastructures qui existent déjà et c'est dur de les mobiliser sur encore d'autres domaines.

Comment organiser le pilotage de la transition énergétique ? Qui est chef de file de tout cela ?

Comment organiser une transition alors qu'il y a pénurie de moyens dans les collectivités ?

Laurence Monnet (RAEE)

La question du choix des personnes auprès desquelles il faut agir est importante.

Il faut entendre ces choix au niveau politique.

Il faut aussi traiter la question de la solidarité entre les territoires : problème macro du fonctionnement des territoires entre eux. Les gens peuvent dépendre des politiques rurales où ils habitent et des politiques urbaines où ils vont travailler. Il est donc important de favoriser le dialogue et les coopérations entre les territoires.

Florin Malafosse (Communauté de Communes du Triève)

Le dialogue entre les territoires est quasi nul.

L'axe du changement doit passer par le développement économique (développement local), c'est aussi ce qui permettra de sensibiliser les élus, ainsi que par la question démographique et celle de l'aménagement du territoire.

John Girardot (Région Rhône-Alpes)

Dans le cadre des démarches TEPOS, des territoires ont chiffré le coût de leur facture énergétique. C'est alors qu'ils ont pris conscience et souhaité réfléchir à comment éviter la fuite de cet argent du territoire et travailler sur l'énergie : rénovation avec l'emploi local, ... L'énergie est multi-thème : le défi est de prendre la mesure des liens entre les thèmes.

Didier Cherel (ADEME)

Je suis contre l'idée qu'il faut opposer connaissance et action.

La connaissance vient avant l'action car l'action seule ne va pas très loin.

Le fait de tenter des expériences et les porter à connaissance quand elles marchent pour qu'elles diffusent, marche peu, pas vite.

Dans les Services Locaux d'Intervention sur la Maîtrise de l'Énergie, on parle beaucoup habitat mais peu de mobilité, mais il y a une volonté d'élargir le champ. Il existe des outils opérationnels et des crédits pour cela.

La connaissance et l'action doivent être mises en synergie : la production de données nationales permet de sensibiliser les gens. L'action ne va pas sans la connaissance, et réciproquement.

Nous avons la volonté de développer des observatoires régionaux de la précarité énergétique.

Des questions n'ont pas émergé aujourd'hui, notamment la question bailleurs privés / locataires.

Débat entre Mr Deloche et Mr Derderian sur la gestion du parc locatif privé au niveau de la précarité énergétique.

Mr Derderian estime travailler au fait d'un dialogue constructif avec les locataires car il se considère comme intermédiaire entre propriétaire et locataire. Ils sont véritablement présents pour régler les problèmes.

Pour Mr Deloche, il y a beaucoup de copropriétés dégradées et il pose la question de l'existence d'une gestion sociale particulière ou non ?

Silvia Rosales (Agence d'urbanisme de Lyon)

Dans les documents réalisés et distribués : volonté de recenser les acteurs et toutes les bonnes pratiques par le travail mené actuellement. Donc si la FNAIM ou d'autres bailleurs privés ont de bonnes pratiques, il faut les inscrire dans ces documents.

Personne non identifiée

Côté parc social / HLM, l'association des organismes HLM en Rhône-Alpes a procédé à des bilans et états de lieux de l'état du parc existant. La vulnérabilité énergétique est le résultat d'un parc énergivore couplé aux ressources faibles des ménages. Dans le Rhône, la part du parc le plus énergivore (E, F et G) est de 30%, soit moins que la moyenne nationale car des investissements dans

le patrimoine bâti sont faits depuis quelques années. 4 500 logements seront réhabilités par an sur les trois prochaines années.

Silvia attire l'attention sur le fait qu'il est souvent dit que le mieux que pourraient faire les bailleurs est de rendre des logements avec une étiquette D sous 15 ans.

Mais l'USH a pris l'engagement de porter 800 000 logements de E, F, G à C en 8 ans d'après la loi Grenelle 2.

Philippe Parnet (OPAC du Rhône)

On a fait une analyse sur 43 500 logements : aujourd'hui, quand on regarde l'entrée « impayé / vacance / rotation » sur le parc, on a 5% de la population qui se trouve dans ces situations là et c'est uniformément réparti sur toutes les classes énergétiques.

Donc il faut revenir au transversal et arrêter de focaliser sur l'habitat uniquement.

Didier Cherel (ADEME)

Imaginer que nous sommes dans un mélange intime entre les deux domaines (habitat et mobilité) est illusoire. Il faut arriver, à terme, à mixer les deux.

La question de la mobilité renvoie aux territoires.

Les territoires sont centraux. Ils s'appuient sur des programmes nationaux mais sont au centre avec les structures locales, que ce soit pour l'habitat ou la mobilité.

Il faut faire des expérimentations avant de réussir à établir des stratégies : importance de travailler sur des territoires test.

Echange 3

Quelles approches opérationnelles retenir pour aller plus loin ?

Présentation Silvia Rosales

Interrogation sur la redéfinition opérationnelle de la vulnérabilité socio-énergétique, sur l'existence de seuils.

L'approche transversale doit également comprendre le volet social (évolution démographique, développement local).

La notion d'adaptabilité des territoires se développe quand il y a un manque de moyens financiers. L'innovation viendrait alors du monde rural. La notion d'aire métropolitaine prend alors tout son sens.

Olivier Roussel (Agence d'urbanisme de Lyon)

L'Agence est un lieu d'ingénierie de spécialistes mais nous avons la volonté d'être de bons généralistes qui vont se frotter à des scènes ouvertes avec la présence de spécialistes des questions, comme ça se fait aujourd'hui avec vous tous.

Le travail en réseau avec des réseaux scientifiques est très important pour développer une culture.

Aujourd'hui, sur 37 partenaires, beaucoup demandent de développer ces sujets-là : EPORA, pôle métropolitain, certains SCOT, Région Rhône-Alpes, syndicat mixte des transports de l'aire métropolitaine...

C'est une demande forte et donc une priorité du programme partenarial à venir. La demande porte sur le croisement des disciplines pour aborder de manière globale les questions de précarité énergétique.

C'est important d'avoir des allers-retours permanents sur les échelles pour montrer aux élus qu'on sait aborder les questions localement mais aussi de façon globale.

Il y a une attente forte de la part des acteurs métropolitains (pôle métropolitain, syndicat mixte métropolitain des transports, l'Inter-Scot) pour aborder ces questions.

Il est important de porter un discours simplifié, à la demande des élus, pour rendre intelligibles et concrets les discours scientifiques auprès des populations.

Silvia Rosales (Agence d'urbanisme de Lyon)

Quelles sont les 3 problématiques principales qu'il faut maintenant développer ?

Yves Jouffe (ONPE)

Le plus important dans ce qui nous caractérise ici, ce jour, c'est la dimension transverse de l'action qu'il faut viser et travailler. La transition énergétique est partout et questionne intégralement. Elle part du logement mais la mobilité apparaît ensuite et les enjeux sont encore plus larges que cela. Il faut faire des ateliers intégrant les différents types d'acteurs y compris les gens qui ne sont pas là.

Il serait bien d'inclure une entrée « développement local » comme 1^{er} enjeu, en privilégiant une approche par l'économie de la fonctionnalité.

Un 2^{ème} enjeu à explorer concerne les « différences de temporalité » entre l'urgence de la précarité et la gestion à long terme des ressources par l'anticipation. Entre les deux, il s'agit de vulnérabilité ou « en cours de précarisation ».

Didier Jacquemoux (ERDF)

Dans le travail quotidien, nous nous rendons compte de la difficulté de la multiplicité : comment mettre en cohérence, en synergie, dynamiser, les acteurs de la précarité ?

Une grande aide pour cela provient souvent d'un regard externe qui met en synergie les acteurs et donne du sens à ce qu'on fait. Donc une des solutions peut être d'avoir recours à de l'audit externe qui sert aussi à valoriser les actions.

Jérôme Crozy (CEREMA)

Une question fondamentale doit être posée : quelle population doit être touchée ? Les politiques publiques ne sont pas forcément les mêmes face à la vulnérabilité et à la précarité.

La vulnérabilité comprend la notion de risque alors que les précaires sont déjà dans une situation dangereuse.

Les personnes vulnérables sont soumises aux facteurs extérieurs.

Il y a donc une différenciation importante à faire avant toute mise en place d'ateliers.

L'ambition du CEREMA est de traiter la question sous la forme du coût résidentiel avec à la fois le logement et la mobilité, pour définir des indices, des indicateurs pour la planification des territoires ou pour servir l'anticipation du choix résidentiel pour les ménages.

Rafael Alariste (Transdev)

Il manque des connaissances qualitatives pour faire un diagnostic partagé. Aujourd'hui on arrive à faire de la cartographie mais il manque du qualitatif derrière.

Il existe une problématique de temporalité entre le court et le long terme, avec par exemple des urgences de court terme confrontées au cadre législatif ou fiscal.

Enfin, il se pose une problématique de gouvernance : confiance nécessaire à construire entre acteurs pour travailler en synergie ; quel chef de file ? Il faudrait construire autour du politique s'il y a une volonté de ce côté-là.

Pierrick Yalamas (RAEE)

Quelles ressources (connaissances, acteurs, ...) et comment les mobiliser ?

Quelle action publique ? (comprenant les questions de transversalité, de développement local, de rôle réglementaire et législatif).

Comment arriver à l'action publique ? avec des problématiques de collaboration, de co-construction et de gouvernance.

Jean-Pierre Nicolas (PST)

L'enjeu de connaissance est double avec une connaissance sur la vulnérabilité et la précarité énergétique mais aussi sur les modes de fonctionnement des acteurs en présence entre et à l'intérieur des secteurs concernés par l'action pour traiter les problèmes de la vulnérabilité énergétique.

Pour répondre à cette seconde question, l'idée pourrait être d'avoir un regard extérieur pour écouter les discours, possibilités et impossibilités des uns et des autres.

Didier Cherel (ADEME)

Idée de sortir un livre blanc mais au-delà, comment s'organiser pour permettre des échanges, dans l'année qui vient. Il n'y a pas encore eu assez d'expériences menées donc volonté de continuer à échanger entre différents acteurs mais il faut trouver une organisation pérenne au-delà de 2015.

David Caubel (CEREMA)

Au-delà du partage, après la réunion, que se passe-t-il ?

Idée de travailler en synergie avec des points de convergence thématique mais aussi des points de convergence d'action.

Il faut chercher un lieu où la composition est collective avec une conjonction des idées.

Khadija Zerdali (élue Ville de St Fons)

A court, moyen et long terme, il faudrait avoir une volonté de simplification du discours pour pouvoir le présenter aux habitants, sur le terrain.

Envie que les ateliers se concrétisent en actions, que les actions déjà existantes soient valorisées.

Maud Marsauche (agence d'urbanisme St Etienne)

Notion importante du « bricolage » réalisé par les habitants et usagers eux-mêmes. Comment arriver à accéder aux services malgré la précarité ?

Il serait intéressant d'avoir cette approche pour éclairer les politiques publiques et pour aider les gens à être acteurs de leur propre changement.

Suggestion de nom d'atelier : « De la bricole à la politique publique ».

Yves Jouffe (ONPE)

Les personnes les plus compétentes sur ces questions précédemment citées sont effectivement les gens qui bricolent, plus que les sociologues.

Emmanuel Boulanger (agence d'urbanisme de Grenoble)

Enjeu d'intégrer mieux ces éléments dans les documents de planification d'urbanisme.

Les élus de l'agglomération grenobloise souhaitent que le nouveau PDU intègre ces questions de vulnérabilité énergétique. Cela va nous amener à de l'innovation, tout comme un volet énergétique existera aussi dans le PLU métropolitain.

C'est un contexte nouveau d'intégration de ces éléments dans les documents d'urbanisme et dans la conception de politiques urbaines. Donc il y a un réel intérêt de développer une méthodologie commune, notamment au niveau des trois agences d'urbanisme.

Fabienne Goudard (SMT AML)

Il y a un manque de connaissance sur la mobilité évident à l'échelle du territoire métropolitain.

Il faut avoir une ambition de partages de connaissances à cette échelle-là. Il est nécessaire de partager un diagnostic, une vision globale, avant d'aller sur des actions.

En termes de mobilité, c'est la fin de l'ère du « plus vite, plus loin ». On va aller vers plus de proximité avec une vision du temps qui change, et il va falloir revoir nos modes de vie, accepter le changement dans nos comportements.

Conclusion Damien Caudron

J'ai été sensible à la question de simplification du discours pour les habitants car les plus belles réflexions n'ont de sens que si elles sont comprises par le plus grand nombre.